



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 16 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF CETAC MONTEREAU

Chemin du Port
77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine

Références : E/26- 0139
Code AIOT : 0006513201

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement EDF CETAC MONTEREAU implanté Chemin du Port - 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 10/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Perte d'utilités

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF CETAC MONTEREAU
- Chemin du Port 77670 Vernou-la-Celle-sur-Seine
- Code AIOT : 0006513201
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Le site EDF-CETAC de Montereau est implanté dans le département de Seine et Marne (77) sur les communes de Vernou-la-Celle-sur-Seine et de La Grande-Paroisse.

Sur ce site, par arrêté préfectoral n°2010 DAIDD 1 IC 034 du 9 février 2010, complété par l'arrêté préfectoral n° 2022 DRIEAT UD 77 089 du 25 juillet 2022, EDF est autorisé à exploiter deux turbines à combustion (TAC) fonctionnant au fioul domestique et au gaz naturel.

Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique).

L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 Perte d'utilités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	1 - 6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	coupure d'électricité (3.c)		
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que le site TAC EDF à Vernou-la-Celle-sur-Seine est bien dimensionné et apparaît robuste par rapport aux enjeux de perte d'utilités électriques.

L'exploitant a défini une stratégie en cas de perte d'alimentation électrique de l'établissement en tenant compte de l'état d'exploitation du site au moment de la perte de l'alimentation électrique.

L'exploitant a défini une maintenance et un suivi des équipements impliqués par la mise en œuvre de la stratégie à suivre en cas de perte de l'alimentation électrique de l'établissement.

L'absence de consigne écrite s'explique par l'automatisation de la plupart des processus de bascule vers les alimentations de secours, en cas de perte d'utilités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités. L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...] »
Constats : <i>Les informations détaillées relatives aux architectures d'alimentation, aux réseaux de secours, aux</i>

utilités et concernant la détection d'une perte d'alimentation électrique sont précisées en annexe confidentielle.

L'exploitant présente un schéma unifilaire de distribution électrique de son établissement.

Le site EDF CETAC de Vernou-la-Celle-sur-Seine est raccordé au réseau électrique RTE par deux liaisons à 225 KV. Selon la situation, elles sont secourues en cas de pertes d'utilités électriques.

Les autres utilités du site sont :

- le gaz naturel pour alimenter la production des turbines.
- le fioul domestique (FOD) qui permet l'alimentation des TAC et de certains équipements de secours.
- l'eau qui sert au process des TAC et à la défense contre l'incendie, avec:
 - une réserve de 6 100 m³ d'eau brute
 - de l'eau de Seine utilisable via une plateforme d'aspiration par les services de secours externes.

Lors de la visite des installations, l'exploitant présente les vues en supervision sur lesquelles les différentes alarmes seraient remontées en cas de perte de l'alimentation électrique, ainsi que les modifications que cela engendrerait (report de la mise en service du groupe électrogène (GE) sur la supervision par exemple).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...] »

Constats :

Voir l'annexe confidentielle pour la stratégie adoptée en cas de perte d'alimentation électrique du site.

L'exploitant rappelle que l'enjeu de son établissement, en tant que producteur électrique, est notamment d'assurer la continuité de la fourniture d'électricité, même en mode dégradé et

d'assurer la disponibilité des moyens de production et leur capacité à revenir sur le réseau dans les plus brefs délais suite à un incident réseau généralisé.

S'agissant d'un site producteur d'électricité dont l'objectif est de compléter la fourniture d'électricité du réseau, notamment aux périodes de fortes demandes d'électricité, EDF indique que le centre d'exploitation déporté (CETCO) est en contact rapproché avec le gestionnaire de réseau RTE. En cas de perte de l'alimentation électrique du réseau RTE, il sera informé au fil de l'eau de la durée potentielle de l'indisponibilité et du réarmement progressif du réseau électrique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Procédure pour la mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010
Art. 56 « Utilités.

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...] »

Constats :

Voir le détail en annexe confidentielle.

En cas de perte d'alimentation électrique, lorsque les TAC ne sont pas en fonctionnement, l'exploitant a défini une stratégie qui prédétermine les équipements maintenus en service. Il présente les équipements secourus par le GE à partir du schéma filaire de distribution électrique du site.

S'agissant de la pomperie incendie, l'exploitant indique qu'il dispose de deux pompes, une électropompe et une motopompe. L'électropompe n'est pas secourue par le GE, mais la motopompe démarrera automatiquement en cas d'indisponibilité de l'électropompe et de besoin des moyens incendie.

La perte d'alimentation électrique du site en heure non ouvrée, provoque l'activation de l'astreinte et garantit ainsi la présence d'un agent sur le site pendant cette indisponibilité. En heure ouvrée, des agents sont présents sur le site. L'exploitant précise qu'une surveillance est également assurée à distance par le centre d'exploitation déporté CETCO.

Enfin, le réseau gaz et le réseau FOD disposent de deux vannes de sécurité fonctionnant à sécurité positive (qui se ferment en cas de perte d'alimentation électrique).

Lors de la visite, l'exploitant a montré le raccordement d'un coffret électrique concernant des équipements incendie à l'une des armoires ondulées. L'Inspection a pu observer la présence des différentes baies de raccordement des onduleurs et batteries, ainsi que les armoires de raccordement des équipements critiques comme les coffrets de détection incendie ou gaz. La présence du GE a également été constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Mise en œuvre de la stratégie de mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de

<p>fluides) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; - l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué précédemment, la bascule et la mise en route des équipements de secours sont totalement automatisées. La perte d'alimentation électrique sera cependant remontée à la supervision de la salle de commande en local et au centre d'exploitation déporté CETCO. Certains équipements sont également munis d'alarme sonore se déclenchant en cas de perte d'alimentation pour alerter les opérateurs de proximité.</p> <p>Les équipements critiques sont reliés aux armoires secourues en cas d'arrêt électrique. S'agissant de l'électropompe incendie, le relai vers la motopompe incendie est déclenché en automatique également.</p> <p>Au regard de ce qui précède, la mise en place de consignes écrites n'est pas nécessaire, les actions requises ne nécessitant pas une intervention manuelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité : Modalités de maintien de la mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Équipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi</p>

<p>que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué précédemment, en cas de perte d'alimentation électrique sans fonctionnement des TAC, les équipements critiques sont positionnés sur des armoires secourues par onduleurs et GE et la bascule est automatique en cas de perte électrique. La surveillance se fait comme en mode normal, via les écrans de télésurveillance (en local et vers le centre d'exploitation déporté CETCO) et via des rondes liées à l'astreinte. L'autonomie de l'alimentation électrique secourue est relativement longue (supérieure à 48 h).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56 « Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné précédemment, l'exploitant dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un groupe électrogène (GE) d'une autonomie potentielle supérieure à 48 h du fait de la réalimentation possible de la cuve dédiée au groupe électrogène sur les bacs FOD, • de systèmes d'onduleurs batteries sur les armoires électriques secourues (sauf prises et éclairage de secours). <p>Lors de la visite, l'exploitant a montré le raccordement d'un coffret électrique de détection incendie à l'une des armoires ondulées. L'Inspection a pu observer la présence des différentes baies de raccordement des onduleurs et batteries ainsi que les armoires de raccordement des équipements critiques comme les coffrets de détection incendie et gaz. La présence du GE a également été constatée.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7
Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique : dimensionnement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 26/05/2014 Art. 7 « 5. Mesures de maîtrise des risques.</p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Détail disponible en annexe confidentielle</i></p> <p>Le Groupe Electrogène dispose d'une réserve suffisante en FOD lui permettant une autonomie potentielle très largement supérieure à 48 h (du fait de la réalimentation possible de la cuve dédiée au groupe sur les bacs FOD). En cas de perte de l'alimentation électrique via le Groupe Electrogène, l'autonomie des batteries des onduleurs est d'environ 12 h.</p> <p>Enfin, la motopompe (pour la défense contre l'incendie) dispose d'une réserve de carburant de 2 000 L, représentant une autonomie d'environ 4h en cas de fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p>

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

L'exploitant présente des tableaux de suivi permettant de planifier et suivre les essais, les maintenances et les éventuels travaux à réaliser.

Selon les données présentées, le GE et les onduleurs font l'objet d'une maintenance. De plus, des durées de vie sont définies pour certains composants des onduleurs (les durées de vie dépendent du modèle notamment) et EDF procède ainsi à des remplacements préventifs de certains composants d'onduleurs sur cette base. L'exploitant explique avoir défini les durées de vie en fonction des considérations du prestataire en charge des contrôles, des retours d'expérience des sites EDF et des conditions d'exploitation de chaque équipement (environnement, durée d'utilisation, conditions de températures).

L'exploitant a transmis, au préalable, plusieurs rapports des contrôles annuels ainsi que des essais réalisés sur les onduleurs et batterie. L'Inspection a pu constater qu'en parallèle, l'outil de GMAO consigne les essais et contrôles effectués ainsi que les éléments relatifs à la maintenance.

Concernant le GE, des essais sur banc de charge sont réalisés en interne trimestriellement pour vérifier la mécanique du moteur.

Des tests de perte d'alimentation et de bonne reprise par le GE (allumage des tableaux secours) sont réalisés 3 fois par an.

L'exploitant a affiché le tableau de suivi et programmation des essais. Une couleur spécifique permet de signaler les actions à réaliser. Lors de la visite, l'Inspection a noté la présence du banc de charge. Le dernier test de perte d'alimentation et vérification de la reprise par le GE est indiqué au 13/11/25 et le dernier test sur banc de charge date du 27/10/25.

Concernant les vannes d'alimentation gaz, un essai est mené annuellement. Les fiches de contrôles mécaniques n'indiquent pas de problème de fermeture sous perte d'alimentation électrique (test de la sécurité positive).

Pour les onduleurs/redresseurs et batteries :

Pour la maintenance des équipements (onduleurs et batteries notamment), un contrôle annuel est planifié, il comprend notamment un test de charge des batteries et vérification thermique.

Un suivi est opéré dans un fichier global que l'exploitant a affiché en séance. L'exploitant présente les compte-rendus des derniers contrôles effectués.

L'Inspection note qu'une fiche de maintenance de l'onduleur 0LNA0001 en date du 14/04/2025, indique qu'un ventilateur est hors service. L'exploitant n'a pas réussi à retrouver le bon de travail dans son outil de GMAO justifiant de la bonne mise en œuvre du correctif associé.

Armoires incendie

Un contrôle annuel des batteries est réalisé ; le dernier compte-rendu présenté par l'exploitant est

<p>en date du 14/10/2025.</p> <p>Une défaillance liée au système incendie est mentionnée. L'exploitant précise qu'il s'agit d'un composant à remplacer sur l'alimentation. Cependant, ce remplacement nécessite de mettre le tableau secouru de l'armoire incendie en indisponibilité temporaire le temps de réaliser l'opération. Compte tenu de l'enjeu de garantir une disponibilité des installations en période hivernale, l'exploitant indique qu'il planifiera cette opération dans une période plus propice. En attente, l'exploitant a mis en place une mesure compensatoire (raccordement à une alimentation externe en secours) qu'il a tracée dans la GMAO. Il présente également le bon de travail dans la GMAO pour la mise en place du correctif.</p> <p>Des contrôles annuels des équipements incendie sont également réalisés annuellement (dans le cadre de deux interventions).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous un délai d'un mois : Suite n°20251211-1 : L'exploitant vérifiera que la réparation (ou remplacement) du ventilateur indiqué comme hors service dans la fiche de maintenance de l'onduleur 0LNA0001 en date du 14/04/2025 a bien été planifiée (ou réalisée) et transmettra le justificatif à l'Inspection.</p> <p>Sous un délai de 6 mois : Suite n°20251211-2 : L'exploitant transmettra le justificatif attestant du remplacement du composant à remplacer sur l'alimentation du système incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : Délais indiqués dans le point de contrôle</p>

N° 9 : Plan d'action (6)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art 56 « Utilités.</p> <p>[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant possède déjà une stratégie, il est non concerné par cette disposition.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>